

L'ÉPISODE DU MITTERRANDISME...

Les institutions de caractère totalitaire du «*Saint Empire Romain Germanique*» se mettent progressivement et, apparemment, inexorablement en place.

Dans ces conditions, s'interroger pour savoir s'il est «*minuit dans le siècle*» ou si nous nous trouvons en présence d'un «*processus inachevé*» me semble finalement, un exercice assez vain. A mes yeux, le problème se situe ailleurs, dans la mesure où il nous faut bien admettre que les principaux ingrédients nécessaires au fonctionnement d'une société totalitaire, sont, d'ores et déjà, en place.

Tout système totalitaire est nécessairement négateur des libertés individuelles. Dans la mesure où dans un tel régime, l'individu est, par définition, considéré comme la «*partie d'un tout*», et que «*la partie doit se subordonner au tout*»... D'où la nécessité d'une idéologie à laquelle tout un chacun est tenu de se référer. C'est ce que, aujourd'hui, on appelle la «*pensée unique*» ou le «*politiquement correct*».

C'est ainsi que chaque «*personne humaine*» est tenue de faire individuellement allégeance à «*l'Europe unie*», sous peine de subir les foudres des innombrables directeurs de conscience que tout régime totalitaire secrète inévitablement et de se voir taxer «*d'europhobie*». (Une telle pathologie pouvant, dans certaines conditions, conduire ceux qui en sont atteints dans des hôpitaux psychiatriques ou...à la balle dans la nuque...!).

On notera également que toute société totalitaire repose essentiellement sur la répression et l'usage intensif de la propagande (aujourd'hui rebaptisée: «*Techniques de communication*»). De ce point de vue, il est juste de noter, que comparé à ses disciples de la «*Nouvelle Europe*», cru 1999, le Docteur Goebels peut, effectivement, faire figure de grossier personnage.

Il n'est pas, non plus, inutile de rappeler que tout système totalitaire implique l'obligation de croire en Dieu (quel que soit le nom dont on l'affuble), c'est-à-dire l'obligation de se référer à un absolu inaccessible à l'entendement des simples mortels. D'où la nécessité d'une «*théologie*» que la «*Nouvelle Europe*» a immédiatement inscrite dans ses textes fondateurs sous le nom de «*subsidiarité*» (ce qui est évidemment incompatible avec notre conception démocratique de la laïcité).

Enfin, et plus concrètement, aucun système totalitaire ne saurait s'accommoder de ce qui était naguère la principale caractéristique des démocraties, à savoir le pluralisme des partis et des organisations syndicales.

Avec un tel système, s'ouvre le règne du parti et du syndicat unique accompagnés, il est vrai, par d'innombrables ONG financés par la puissance publique. Et c'est pourquoi, dans le monde curieux dans lequel nous évoluons, «*gauche-droite*», s'expriment d'une «*même voix*».

Il est vrai, que dans les années 1980 qui virent la «*victoire historique*» du Vichyste réactionnaire François Mitterrand, la «*gauche*» ne manquait jamais une occasion de rappeler à la «*droite*», «*qu'elle n'avait pas les moyens de sa politique*»!!!

C'est probablement la raison pour laquelle Jacques Chirac a dissout l'Assemblée Nationale afin que la «*gauche*» puisse se charger (avec brio et délectation) du sale boulot.

Enfin, et en vertu de la théologie de la subsidiarité, les organisations syndicales sont, elles aussi, tenues de s'exprimer d'une «*même voix*» et de se soumettre aux exigences du «*bien commun*».

C'est ainsi que, depuis quelques temps, les six organisations institutionnelles multiplient les «*déclarations communes*» qui sont autant d'actes d'allégeance à Jospin et au Saint-Empire Romain Germanique.

Dans ce domaine, le comble de l'esprit de soumission, a été, momentanément, atteint par la déclaration commune des bureaucrates syndicaux qui siègent dans le trop fameux «*Comité de Dialogue Social*». Il est vrai que ceux qui acceptent de figurer dans cette institution d'essence totalitaire se voient «*honorés*» du titre de «*co-législateurs*».

Mais la vie continue et, en dépit des affirmations des idéologues du «*bien commun*», la lutte des classes (tant au plan national qu'international), aussi...!

Apparemment, l'épisode du Mitterrandisme touche à sa fin... On ne pleurera pas sur la disparition du «*Mitterrandisme*» qui, à l'image de son gourou, François Mitterrand, dont la carrière politique allait des «*lignes factieuses*» d'avant guerre au Parti «*Socialiste*» d'Épinay, en passant par le Vichy des lois antisémites et de la collaboration, se terminera, comme il a commencé: DANS LA BOUE!

Alexandre HÉBERT.

Post-scriptum: Certains amis se sont émus de mes prétendus rapports avec l'extrême droite (pas avec les mitterrandistes!). Certes, tout un chacun a le droit d'approuver ou de blâmer, à la condition toutefois de fonder son jugement sur une connaissance aussi exacte que possible des faits incriminés. C'est la raison pour laquelle j'ai pris la peine de constituer un dossier que j'enverrai gracieusement à tous ceux qui m'en feront la demande. Il suffit de m'écrire à l'adresse suivante: Alexandre Hébert, 19, rue de l'Étang Bernard 44400 Rezé.

L'ÉTAT TOTALITAIRE EN MARCHÉ...

L'instruction publique, moteur de l'émancipation des peuples, conçue par Diderot, Helvétius, Condorcet, Ferry, devenue aujourd'hui *Éducation Nationale*, est dangereusement mise à mal.

Depuis 1960, l'intelligentia pédagogue des Foucambert, Charmeux, Mérieux, propagateurs de l'*Éducation nouvelle*, ont réussi à instaurer la mise en pratique de leur idéologie destructrice de la transmission des connaissances, par les IUFM (*Instituts de Formation des Maîtres*).

- Dès 1960, Foucambert clamait: «La société n'a besoin que de 20 à 30% de lecteurs»: théorie de illettrisme mise en place par la méthode globale de lecture (1).

- En 1981: Savary invente les ZEP ou le non respect de l'égalité des droits.

- 1988: Jospin publie le rapport Migeon: animer au lieu d'instruire, apprendre à apprendre, pédagogie différenciée et autres merdouilles pédantes opposées à l'instruction. Les enseignants doivent appliquer: «*L'instituteur doit se plier aux procédures qui lui sont imposées par la voix hiérarchique*» Migeon (2).

- 1989: Loi d'orientation Jospin: naissance de la communauté éducative tripartite (enseignants, parents et autres acteurs sociaux de tous bords), des projets d'établissement, des PAE (*Projets d'Action Éducative*), réduction notoire du contenu des programmes nationaux, fin des redoublements (2).

• 1998: *Chartes de l'École du XXI^{ème} siècle* d'Allègre, rédigées en concertation avec les syndicats subsidiaires (SE, SGEN, SNUIPP): laïcité ouverte, personnels à statuts privés (emplois jeunes), alternance École/Entreprise, donc privatisation de l'école.

En plus du conditionnement des jeunes maîtres dans les IUFM, à cette politique du nivellement par le bas, les enseignants titulaires subissent des pressions fréquentes et répressives sous couvert de «*formation professionnelle continue*» du même acabit:

- Conférences pédagogiques: dans l'académie du Doubs, 800 instituteurs ont été convoqués par l'Inspecteur d'Académie à un colloque intitulé: «*L'Europe à l'école*», tenu par des intervenants politiques. Avec brochures scolaires dont les titres sont éloquentes: l'économie, l'euro, le marché unique l'éducation et la jeunesse - le commerce mondial.

- Stages de formation continue obligatoires à thèmes: moins écrire, moins de conjugaison, moins de grammaire, à bas les BLED. De l'oral, que de l'oral! laïcité ouverte, citoyenneté.

Parallèlement, le gouvernement a signé le 7 mai 1999 la *Charte Européenne des Langues Régionales et Minoritaires*, fragilisant l'unité d'une nation par sa langue. Le conseil constitutionnel a pourtant jugé inconstitutionnelle cette charte européenne portant atteinte aux principes d'indivisibilité de la République. Ce n'est pas seulement l'instruction qui est mise à mal, mais tous les aboutissants de la Révolution Française de 1789, de 1848 jusqu'à 1905. Le totalitarisme est passé par un conditionnement sournois des jeunes individus dans l'école, et se poursuit par la transgression de la constitution contre tous les citoyens. Tremblons et rappelons-nous l'article 35 de la constitution de 1793: «*quand le gouvernement viole le droit du peuple, l'insurrection est pour le peuple le plus sacré et le plus indispensable des devoirs*».

Laurence STRIBY.

ORGANISER LA RÉSISTANCE...

Lorsqu'après bien des péripéties, des difficultés, la *Confédération Générale du Travail* s'organise, elle est saluée comme étant «*l'organisme central*» de la classe ouvrière. Cela signifie qu'en même temps qu'elle proclame son indépendance des partis et de l'État, elle est la représentation, non octroyée, des salariés se constituant «*politiquement*» en classe sociale, distincte des autres classes sociales. La C.G.T. n'est pas un intermédiaire entre la classe ouvrière et d'autres institutions. Elle est la classe ouvrière elle-même qui dresse sa propre puissance face à d'autres puissances: le capital et l'État.

Toute notre histoire syndicale est faite d'affrontements entre cette conception - qui reste foncièrement la nôtre, à nous anarchistes - et celle de tous ceux, partis, gouvernements, États, Églises, qui tentent en permanence de transformer la nature même de l'organisation confédérée en simple courroie de transmission, en sous-produit politique, en support électoral, en serviteur zélé de l'État, aujourd'hui en instrument subsidiaire de l'*Union Européenne*.

La *Charte du Travail de Vichy* reste le modèle auquel on se réfère le plus souvent, pour caractériser la transformation par décision étatique de l'association «*corporative*» des salariés, en organe de l'État «*corporatiste*». On peut se demander si ce modèle n'est pas aujourd'hui, pour le moins, en voie de nouvelle réalisation, voire de dépassement. On nous rétorquera que les conditions historiques, notamment

(1) «*La destruction de l'enseignement élémentaire et les penseurs*» (Liliane LURÇAT).

(2) «*Vers une école totalitaire*» (Liliane LURÇAT).

militaires, ne sont plus les mêmes. C'est heureusement vrai, mais les tenants de l'ordre corporatiste n'ont pas forcément besoin de la force militaire pour avancer, du moins dans un premier temps.

Lorsque le gouvernement de la gauche plurielle continuant l'action entreprise par ceux de la gauche unie, s'évertue à légaliser le démantèlement du syndicalisme confédéré, en atomisant ses possibilités de négociations, lorsque les lois dites Aubry, renforcent la notion d'accords d'entreprises, et la pratique référendaire à ce niveau, avec le soutien actif de l'appareil confédéral C.G.T., lorsque le même gouvernement s'efforce de cantonner l'organisation syndicale au rôle d'exécutant des décisions prises à Bruxelles, lorsque dans le même temps, le Premier Ministre se félicite d'avoir participé à Florence, sous la présidence de Clinton, à une rencontre permettant de constater les «proximités», on peut effectivement se poser la question: que reste-t-il de la démocratie?

Si l'on ajoute l'exigence européenne de régionalisation, l'introduction du communautarisme remplaçant le citoyen grâce à la *Charte Européenne des Langues Régionales*, la revendication de plus en plus affirmée du Vatican de renégocier avec l'État la «*place des religions dans l'espace public*», on ne se pose plus de questions et l'on conclut à la nécessité de reconquérir la démocratie.

Nous aurons à nous expliquer et à débattre dans les prochains numéros de notre publication sur l'apport des anarcho-syndicalistes, dans la période actuelle, pour œuvrer au rassemblement de ceux qui, compte tenu du rapport de force, à l'échelle mondiale, entendent résister, sur tous les plans, pour, dans un premier temps, sauvegarder nos conquêtes démocratiques, parmi lesquelles l'indépendance de nos organisations, la laïcité des institutions, occupent une place prépondérante.

En ce sens, les militants regroupés à l'*Union des Anarcho-syndicalistes*, renouvellent leur appel à participer le: 11 décembre 1999 à PARIS, à la MANIFESTATION proposée par la LIBRE PENSÉE, CONTRE LA RATIFICATION DE LA CHARTE EUROPÉENNE DES LANGUES RÉGIONALES,

en même temps qu'ils confirment leur accord actif avec l'organisation de la Conférence Mondiale ouverte de San Francisco, ainsi qu'aux actions et initiatives qui la préparent.

Jo. SALAMERO.

CES CHIENNES QUI DISENT MONTER LA GARDE SONT DES OBS-CURANTISTES FANATIQUES...

Je n'ai jamais réussi à définir le féminisme. Tout ce que Je sais, c'est que les gens me traitent de féministe chaque fois que mon comportement ne permet plus de me confondre avec un paillason.
Rébecca WEST (1)

Foutre de baleine! La révolution sociale approche. Se prenant peut-être pour les marins du croiseur «Aurore», les «*chiennes de garde*» ont mis un tigre dans son moteur. Mais tout se dévalue, pour cent briques t'as plus rien. Leurs prédécesseuses, les *filles du Temps et de la Nuit* persécutaient les mal-pensants armées de torches et de poignards dans les mains, de serpents dans les cheveux, cela avait de la gueule. Nos *Erinyes* d'aujourd'hui ne montrent que des crocs, certes, qui peuvent propager la rage. Elles veulent tout autant persécuter les mal pensants. Sous prétexte «*d'élever le débat*». Demain j'enlève le haut! Leur objectif, affirment-elles, est de garder la dignité des femmes (2).

UNE SEULE DIGNITÉ

Jusqu'à maintenant, je pensais appartenir à un ensemble administratif, la république française - sur laquelle j'ai beaucoup à dire par ailleurs, parce qu'on n'a pas encore fait la révolution anarchiste et que

(1) In *Paroles de femmes* (Josée Lartet-Geffard, Albin Michel).

(2) *Libération*, mardi 7 septembre 1999.

le rapport des forces ne laisse pas présager que c'est pour demain - composé de citoyennes et de citoyens égaux en droits. Bien sûr, il y en a qui sont plus égaux que d'autres et si nous sommes tous embarqués sur la même galère, nombre de citoyennes rament dans les ponts inférieurs... de même que nombre de citoyens.

Diviser pour régner est toujours une bonne méthode de gouvernement: le patronat a intérêt à maintenir les discriminations matérielles pour semer la zizanie parmi celles et ceux qu'il exploite. Mais se tromper d'adversaire c'est toujours devenir un allié objectif de la classe dominante. Il y en a comme ça, parce qu'ils ou elles entendent meugler dans les médias que la lutte des classes c'est fini depuis la chute du mur de Berlin, qui ne s'aperçoivent pas qu'elle continue pendant les travaux.

Donc, partisan de l'égalité des droits et combattant pour la défendre si nécessaire, j'avais conscience de la dignité d'individu de l'espèce humaine (à ne pas confondre avec une «*personne humaine*» qui est une fabrication cléricale). Je ne savais pas qu'il fallait, à l'intérieur de l'espèce, pratiquer une dichotomie entre la dignité des mâles et la dignité des femelles. Ou, si vous préférez, entre la dignité des chiens de garde et la dignité des chiennes de garde.

Cette dichotomie est à l'origine d'un communautarisme fondé sur le sexe, les mâles d'un côté, les femelles de l'autre, enfanté par la chienlit ultra-gauchiste. Mon anarchiste de père m'a programmé pour haïr la connerie, la connerie en général, y compris la connerie machiste, me donne des boutons, la connerie qui s'affiche d'origine, de sensibilité, de dignité féminine me donne des chancres.

Féministe de toujours, partisan de l'égalité - donc adversaire déclaré de la parité (3) - je refuse cette distinction sexiste entre les dignités, dont l'origine est peut-être à trouver dans le charlatanisme psy ou/ et dans l'idéologie qui veut nous faire prendre pour des propriétés intrinsèques du sexe féminin des comportements acquis sous la pression de la condition qu'on lui a faite pendant des millénaires, comportements transmis par l'éducation.

Mais puisqu'elles semblent y tenir à leur «*dignité de femme*», celle-ci doit être traumatisée un max par les contrepèteries sexistes publiées dans son «*album de la comtesse*» par le *Canard enchaîné* du 8 septembre:

- des voiles dans notre page 1,
- Valais-Mougins,
- La vacancière rêve plus de Chypre qui l'emballa que de Rhodes qui la gâta,
- Chez McDonald's on ne goûte que des croquettes au goût de Coca,
- Guigou présente un sot greffier (permutation circulaire);

Et horreur! In cauda venenum, celle-là dédiée à Nicole Notat: T'as vu la pierre de Céline?

Si vous ne les croyez pas capables de vouloir censurer l'art du contrepét sous prétexte de sexisme, moi si. A quand, chères néo-Erinyes, le boycott du *Canard*? Chiche! Pour nous montrer que vous avez vraiment des ovaires.

LA POLÉMIQUE, PILIER DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

Il ne s'agit pas là d'un nouvel avatar du parisianisme. Sous prétexte de lutter contre le sexisme en politique, on essaye de nous traiter au suppositoire de l'hypocrisie, fondement du politiquement correct. On nous assène les articles du nouveau code: «*le débat est libre, mais tous les arguments ne sont pas légitimes*». Tu parles! Tous les arguments sont légitimes, mêmes les plus crapuleux! Ce qui permet au moins de savoir à qui on a affaire.

Le héros du «*Voleur*» avoue: «*Je fais un sale boulot, et je le fais salement*». Ces dames qui font ce sale boulot qu'est la politique - et je suis d'accord avec celles et ceux qui affirment qu'il n'y en a pas assez - voudraient ne pas se salir les mains pour nous faire croire qu'on peut le faire proprement. Nous, les chiennes, on politique plus blanc! Idéologie! Nous qui tenons à l'exercice des libertés démocratiques, n'oublions pas que le concept de démocratie est d'origine bourgeoise, pour servir d'abord

(3) Quand il y aura un quota de trisomiques 21 dans les assemblées, faudra-t-il aussi les séparer en mâles et femelles?

les intérêts des classes bourgeoises. L'histoire des deux derniers siècles montre assez que lorsqu'une bourgeoisie nationale craint que ses intérêts de classe ne soient pas assez bien défendus par la démocratie, elle en confie la défense à des régimes autoritaires.

Il est vrai que, pour la pensée unique à la mode, très imprégnée du misérabilisme clérical, tous ceux qui ont un emploi stable sont des bourgeois, quelle que soit leur position par rapport à la propriété des moyens de production et de distribution des biens et des services. Ce qui laisse prévoir des réveils très douloureux. C'est pourquoi, mal pensants récidivistes, nous n'acceptons pas qu'on exclut la polémique de l'exercice des libertés démocratiques, quel qu'en soient les prétextes.

Quant à imposer l'ordre du jour d'un congrès syndical (4), avez-vous conscience que cette intrusion dans le fonctionnement d'une organisation de classe est un comportement fasciste? calqué sur les méthodes en vigueur dans l'Italie d'après la marche sur Rome. Ou vous prenez-vous sciemment pour des Mussolini en jupons? Aïe! Vous allez m'accuser de vous insulter. Pas pour Mussolini, mais, sexis-tement, pour les jupons.

Si ça vous choque tant d'être traitées de putes par des connards, c'est que votre blindage n'est pas encore au point. Perfectionnez le pour devenir plus performantes. Et cherchez pas à nous faire pleurer sur Voynet, cette conne écologiste réactionnaire qui, avec ses petits copains et petites copines du même acabit, veut nous imposer une société de restriction, dont totalitaire.

Votre refus de la polémique et de ses arguments nécessairement excessifs, votre choix d'être des Rambo du parler bio ne sont qu'un nouvel avatar stalino-maccarthyste. Nous ne vous laisserons pas faire. Même s'il y a du beau linge, très parisien, parmi les signataires de votre chef-d'œuvre. Le faux-derche de service Nick Mamère. Jean-Luc Mélanchon qui ne rate jamais une occasion de mettre ses pieds dans la merde. Cavanna que je croyais plus finaud. Régis Debray qui donne dans la contre performance. Et l'inévitable Gaillot, évêque in partibus de Pétaouchnock, pour montrer que lorsqu'il y a un mauvais coup à accomplir les cléricaux répondent toujours présent. Et me dîtes pas qu'il y a de bons évêques: les seuls bons évêques sont les évêques morts. A bas la calotte!

Sur ce, je vous salue bien, et vous baise les pieds et dans le cou, mes gentilles louloutes.

Marc PRÉVÔTEL.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.
Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP 515-14 C Nantes
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: Alexandre HÉBERT

(4) Comportement qui confirme que ces dames ne connaissent rien au fonctionnement d'une organisation de classe.